

n'étaient pas encore devenues des partis unis.⁷

Sir John A. Macdonald dirigeait la coalition dominante, à savoir un groupe qui par la suite sera identifié comme le Parti libéral-conservateur (conservateur). Il représentait une continuation de la coalition que Macdonald avait réunie pour obtenir l'union des colonies en 1867. Au cœur de celle-ci se trouvait son alliance personnelle avec sir George-Étienne Cartier, un partenariat créé dès 1854 en vue de contrôler les politiques désordonnées de l'ancienne province du Canada. Le bloc de Macdonald comprenait les conservateurs de l'Ouest du Canada, dont plusieurs étaient des descendants des loyalistes de l'Empire-Uni ou des partisans de l'ordre Orange; des réformistes modérés de l'Ouest du Canada qui autrefois avaient suivi Robert Baldwin; une majorité de francophones du Québec qui, à l'époque, étaient fortement influencés par l'Église catholique romaine dans leurs opinions politiques; les intérêts commerciaux de Montréal dont le porte-parole en 1872 était sir Alexander T. Galt.

La grande coalition de Macdonald s'est retrouvée au niveau provincial au Québec et en Ontario. Le premier gouvernement du Québec après 1867 a été dirigé par un conservateur, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau. La pratique de la double représentation a permis à Chauveau et à trois députés de son Cabinet de siéger à la Chambre des communes où ils ont pu collaborer avec Macdonald. En Ontario, Macdonald a fait en sorte que John Sandfield Macdonald, réformiste indépendant de Cornwall, devienne le premier premier ministre de l'Ontario. Le premier Cabinet de Sandfield Macdonald était une autre coalition réunissant deux conservateurs, deux réformistes et lui-même. Le premier ministre de l'Ontario siégeait à la Chambre des communes, tout comme deux de ses ministres, John Carling et Edmund Burke (E.B.) Wood. Il n'est pas étonnant que le principal journal de l'opposition en Ontario, le *Globe* de Toronto, ait déclaré que le gouvernement Sandfield Macdonald serait dirigé par l'autre gouvernement Macdonald à Ottawa.

La coalition de Macdonald a obtenu un certain soutien des provinces maritimes, non pas pour son chef ou ses ambitions comme parti politique mais pour le fait qu'il allait de l'avant avec le projet de la Confédération. La plupart des candidats du Nouveau-Brunswick, lors de l'élection de 1867, étaient en faveur de l'union; au cours des années suivantes, certains parmi eux se sont étroitement engagés envers Macdonald et sa coalition. Mais en 1872, ils étaient de tendance progouvernementale plutôt que de loyaux conservateurs de Macdonald. En Nouvelle-Écosse, l'élection de 1867 avait donné 18 anti-unionistes et un partisan de la Confédération, Charles Tupper. Macdonald a attiré Joseph Howe dans son gouvernement en 1869 et les partisans de Howe sont devenus un bloc distinct à l'intérieur du grand groupe. Par ailleurs, même durant l'élection de 1872, les députés des provinces maritimes ont fait preuve d'un détachement marqué envers le parti qui prenait forme au Canada central.

L'opposition à Macdonald et ses alliés était représentée par une autre coalition de moindre importance. Elle avait deux ailes, le parti *grit* ou réformiste du Canada-Ouest et le parti rouge ou groupe radical du Québec. Les réformistes défendaient les attitudes démocratiques de la frontière agraire ainsi que la croyance voulant que les institutions représentatives soient basées sur la population. Ils se méfiaient des intérêts économiques majeurs comme les chemins de fer et étaient sceptiques quant aux interventions du gouvernement. Leurs partenaires du Québec, le parti rouge, étaient de tendance anticléricale, une position qui a affaibli leur réputation auprès de l'électorat québécois à cette époque. Unissant les forces de l'opposition en Ontario et au Québec se trouvait

⁷ Escott M. Reid, *The Rise of National Parties in Canada*, dans l'édition de Hugh G. Thorburn (ed.), *Party Politics in Canada* (Scarborough, sec. éd., 1967), p. 21.